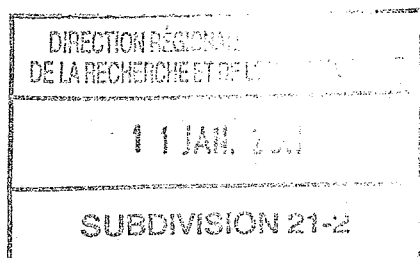


PREFECTURE DE LA REGION BOURGOGNE
PREFECTURE DE LA CÔTE-D'OR



DIJON, LE 29 DEC. 2010

ARRETE PREFECTORAL
PORTANT MISE EN DEMEURE

Société des Carrières de Bourgognes (SCB)

Commune de COMBLANCHIEN

LE PRÉFET DE LA RÉGION BOURGOGNE,
PRÉFET DE LA CÔTE D'OR
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU le Code de l'Environnement et notamment son article L 514-1,
- VU le titre premier de la partie réglementaire du Livre V du Code de l'environnement,
- VU l'arrêté préfectoral du 02 août 2002 autorisant la SA « Société Bourguignonne d'Industrie Marbrière », aujourd'hui Société des Carrières de Bourgognes (SCB) dont le siège social est situé à ETROCHEY – 21400, à procéder à l'exploitation d'une carrière sur le territoire de la commune de COMBLANCHIEN aux lieux-dits « Vaucrain », « Le Plain » et « Combe aux Renards » sur une superficie totale de 22 ha 78 a 77 ca.
- VU le jugement du Tribunal de commerce de Dijon en date du 09 février 2010, désignant Maître BOURTOURAULT Administrateur judiciaire de la Société des Carrières de Bourgogne,
- VU le rapport de M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Région Bourgogne, en date du 30 novembre 2010,
- CONSIDERANT que les garanties financières constituées sont arrivées à échéance,
- CONSIDERANT que l'article 8.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé indique que l'exploitant adresse au préfet le document attestant du renouvellement des garanties financières 6 mois avant leur date d'échéance,
- CONSIDERANT que l'acte de renouvellement des garanties financières n'est pas parvenu à la Préfecture,
- SUR proposition de Mme la Secrétaire Générale de la Préfecture,

ARRETE

ARTICLE 1er -

En application de l'article L.514-1 du Code de l'environnement, la Société des Carrières de Bourgogne (SASU) dont le siège social est situé à ETROCHEY – 21400, représentée par Maître BOURTOURAULT, Administrateur judiciaire, 12, boulevard Thiers – 21 000 DIJON, est mise en demeure de respecter les dispositions de renouvellement des garanties financières prévues par l'article 8.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 02 août 2002 dans un délai d'un mois à compter de la signature du présent arrêté, pour sa carrière de COMBLANCHIEN aux lieux-dits « Vaucrain », « Le Plain » et « Combe aux Renards ».

Le montant du renouvellement des garanties financières est précisé à l'article 8.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 02 août 2002 et devra tenir compte de l'évolution de l'indice TP01

En cas de non renouvellement des garanties financières sous un mois, l'activité sera suspendue conformément aux dispositions de l'article 8.5 de l'arrêté préfectoral susvisé et de l'article L. 514-1 du Code de l'environnement.

ARTICLE 2 -

Délais de recours (article L514-6 du Code de l'environnement). La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de DIJON (22 rue d'Assas). Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant, délai qui commence à courir du jour où la présente décision leur a été notifiée. Les tiers disposent d'un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage du présent acte.

ARTICLE 3 -

La Secrétaire Générale de la Préfecture de la Côte d'Or, le Maire de COMBLANCHIEN, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Région Bourgogne et M. l'Administrateur judiciaire de la Société des Carrières de Bourgogne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté dont une copie sera notifiée à :

- . M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,
(2 exemplaires)
- . M le Directeur des Services d'Archives Départementales,
- . M. le Maire de COMBLANCHIEN,
- . M. l'Administrateur judiciaire de la « Société des Carrières de Bourgogne »

FAIT à DIJON, le 29 DEC. 2010

Le PRÉFET
Pour le Préfet et par délégation,
La Secrétaire Générale

Martine JUSTON